

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 27 NOVEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/572		
REGIE DU PORT DE PORQUEROLLES - CONVENTION D'ADHESION A LA SOLUTION PAYFIP REGIE DE LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES PERMETTANT LES PAIEMENTS EN LIGNE DES RECETTES PUBLIQUES LOCALES - ANNULE ET REMPLACE DM N° 22/611 DU 07/11/2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/572

BUREAU DU 27 NOVEMBRE 2023

**O B J E T : REGIE DU PORT DE PORQUEROLLES - CONVENTION
D'ADHESION A LA SOLUTION PAYFIP REGIE DE LA
DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
PERMETTANT LES PAIEMENTS EN LIGNE DES
RECETTES PUBLIQUES LOCALES - ANNULE ET
REMPLACE DM N° 22/611 DU 07/11/2022 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles R.1617-1 à 18, relatif à la création des régies de recettes, d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux.

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2018-689 en date du 1^{er} août 2018 relatif à l'obligation pour les administrations de mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°22/11/295 du 16 novembre 2022 portant création d'un budget annexe « Ports métropolitains » (BC 19615) au 1er janvier 2023 et adoption du principe de dissolution des budgets annexes « 31 », « 32 », « 33 », « 34 », « 35 », « 36 », « 37 » au 31 décembre 2022,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations du Conseil Métropolitain au Président et au Bureau,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°22/611 du 7 novembre 2022 portant adhésion à la solution PAYFIP régie de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) permettant les paiements en ligne des recettes publiques locales,

VU la décision Président n°22/1173 du 27 décembre 2022 modifiant les décisions président n°16/195 du 8 décembre 2016, et n° 21/283 du 18 mai 2021 indiquant que les recettes de la régie de recettes prolongée métropolitaine « du Port de Porquerolles », sont encaissées sur le budget annexe des ports métropolitains 15 à compter du 1^{er} janvier 2023,

CONSIDERANT que la convention d'adhésion à la solution PAYFIP n'a pu être mise en œuvre du fait de la dissolution des budgets annexes « 31 », « 32 », « 33 », « 34 », « 35 », « 36 », « 37 » au 31 décembre 2022 par délibération du Conseil Métropolitain n°22/11/295 du 16 novembre 2022,

CONSIDERANT l'audit financier de gestion et d'organisation interne réalisé par la société Grant Thornton,

CONSIDERANT les préconisations de la société Grant Thornton afin de sécuriser et maximiser l'encaissement des recettes et de respecter les textes,

CONSIDERANT que la régie de recettes prolongée métropolitaine « du Port de Porquerolles » est titulaire d'un compte de dépôt de fonds (DFT), dont la Direction Départementale des Finances Publiques du Var – Dépôts Services Financiers, est le teneur,

CONSIDERANT les diverses modalités de paiement des redevances de stationnement et d'amarrage et les tarifs et conditions d'usages des outillages publics applicables aux usagers du Port de Porquerolles, utilisées par la régie de recette,

CONSIDERANT l'intérêt pour la régie de recettes prolongée métropolitaine « du Port de Porquerolles » et pour les redevables de pouvoir recourir au paiement en ligne par carte bancaire, pour le recouvrement des créances,

CONSIDERANT que la régie de recettes prolongée métropolitaine « du Port de Porquerolles » est équipée du logiciel ALIZEE lui permettant de gérer l'ensemble des données d'enregistrements des usagers ainsi que les opérations de facturation et de recouvrement des redevances et tarifications d'outillages publics effectuées par sa régie de recettes,

CONSIDERANT que le logiciel ALIZEE dispose d'un module extranet compatible avec un système d'encaissement par SEPA et par carte bancaire sur internet,

CONSIDERANT que la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) propose une convention d'adhésion à sa solution de paiement en ligne PAYFIP REGIE, qui permet aux usagers de l'entité publique adhérente, d'acquitter leurs créances par ce dispositif sécurisé d'encaissement,

CONSIDERANT que les coûts de développement, de mise en œuvre, de fonctionnement de la solution PAYFIP REGIE, liés au gestionnaire de paiement par carte et au module de prélèvement, sont à la charge de la DGFIP,

CONSIDERANT l'intérêt de recourir à la solution PAYFIP REGIE proposé par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFP) et d'accepter les termes et modalités de la convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales PAYFIP REGIE, ci-annexée,

Et après en avoir délibéré

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ANNULER ET REMPLACER la décision du Bureau Métropolitain n°22/611 du 7 novembre 2022 portant adhésion à la solution PAYFIP régie de la DGFIP (direction générale des finances publiques) permettant les paiements en ligne des recettes publiques locales.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'adhésion de la Métropole TPM à la solution PAYFIP REGIE de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFP) ainsi que tous les documents et formulaires afférents pour la mise en œuvre de ce dispositif sécurisé permettant le paiement en ligne par carte bancaire pour les redevables du Port de Porquerolles et l'encaissement de ces créances par la régie de recettes prolongée métropolitaine de celui-ci.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

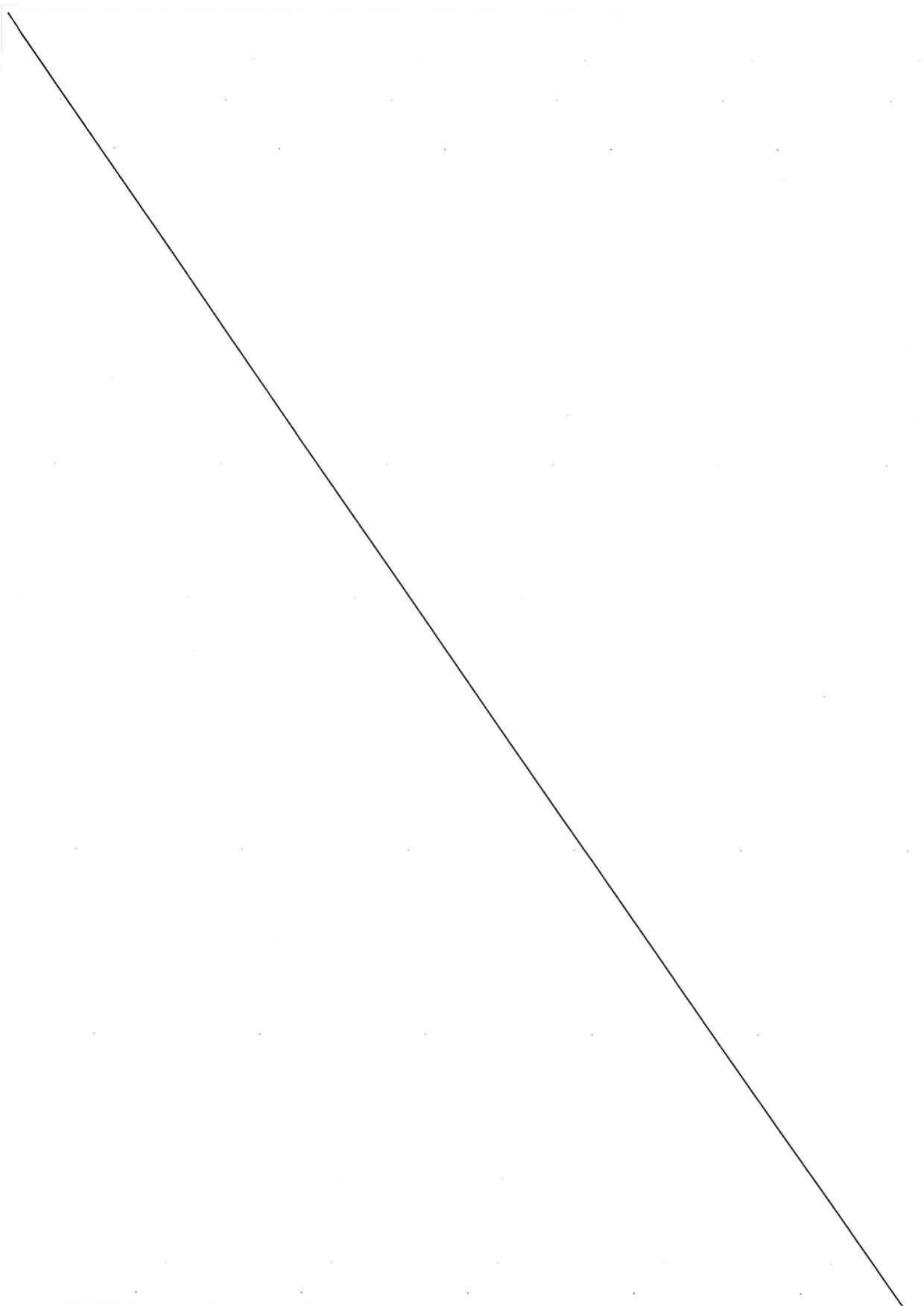
Fait à Toulon, le 27 novembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0







CONVENTION D'ADHESION

AU SERVICE DE PAIEMENT EN LIGNE DES RECETTES PUBLIQUES LOCALES



entre

La Régie du Port de Porquerolles

et la

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES



SOMMAIRE

<i>I. Présentation de l'offre PayFiP.....</i>	<i>3</i>
<i>II. Objet de la convention.....</i>	<i>4</i>
<i>III. Rôle des parties</i>	<i>4</i>
<i>IV. Coûts de mise en œuvre et de fonctionnement.....</i>	<i>5</i>
Pour la Direction Générale des Finances Publiques	5
Pour l'entité adhérente	5
<i>V. Durée, Révision et Résiliation de la présente convention.....</i>	<i>5</i>

La présente convention régit les relations entre

- (nom de la collectivité) représentée par (Nom du représentant), (fonction) [et le régisseur (nom du régisseur)], créancier émetteur des titres¹ ou des factures de produits locaux, ci-dessous désignée par "**l'entité adhérente**".

et

- la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) chargée de la gestion de l'application d'encaissement des titres payables par Internet ou des factures de produits locaux dénommée PayFiP, représentée par _____, (fonction) _____, ci-dessous désignée par « **la DGFIP** »

dans le cadre de la mise en œuvre du service de paiement par carte bancaire (CB) et prélèvement unique sur Internet.

En préalable à la définition des obligations des signataires de la présente convention, il est rappelé que la mise en place du paiement par CB et prélèvement unique sur Internet fait également intervenir les acteurs suivants :

- le **comptable public** de la collectivité ;
- le **gestionnaire de télépaiement par CB**, prestataire de la DGFIP ;
- le **régisseur** ayant à charge le recouvrement des factures, le cas échéant ;
- les **usagers**, débiteurs de l'entité publique.

I. PRESENTATION DE L'OFFRE PAYFiP

Les comptables de la DGFIP sont seuls habilités à manier les fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux (Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique). Dans ce cadre, l'ordonnateur émet des titres de recettes exécutoires en regard de prestations de services rendues aux usagers (cantine, crèche, fourniture d'eau...). Après contrôle de leur régularité, le comptable public prend en charge ces titres de recettes avant d'en assurer le recouvrement.

Le service de paiement en ligne de la DGFIP, dénommé PayFiP, permet ainsi aux usagers des entités publiques adhérentes de payer les créances ayant fait l'objet d'un titre exécutoire et pris en charge par le comptable public (PayFiP Titres et Rôles). PayFiP permet également le paiement des factures des produits locaux émises par les régies (PayFiP Régie).

Les règlements sont effectués par carte bancaire ou par prélèvement unique. Ces deux moyens de paiement sont indissociables².

Dans ce cadre, la chaîne de recouvrement doit être adaptée afin que les titres ou factures mis en ligne et payés par carte bancaire ou prélèvement unique sur Internet soient reconnus par les systèmes d'information de l'entité publique et de la DGFIP, puis émargés automatiquement, après paiement effectif.

¹ Le terme « titre » s'entend au sens large et inclut également les titres dématérialisés (ASAP dématérialisé)

² Toutefois s'agissant des régies, si la collectivité estime que le prélèvement n'est pas adapté au type de produit encaissé (droits au comptant), elle aura la possibilité de ne conserver que le paiement par carte bancaire.

Les entités qui choisissent d'utiliser leur propre site (compte-usager ou formulaire de saisie), doivent s'interfacer avec le dispositif PayFiP.

Les collectivités qui choisissent d'utiliser la page de paiement de la DGFIP <http://www.tipi.budget.gouv.fr> (uniquement disponible pour les Titres et Rôles) n'ont pas de développements à réaliser, mais doivent faire apparaître sur leurs titres de recettes ou factures de rôles, des mentions obligatoires qui permettront aux usagers d'effectuer leurs paiements.

II. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer :

- le rôle de chacune des parties ;
- les modalités d'échanges de l'information entre les parties .

Les modalités techniques et pratiques de mise en œuvre de la solution de paiement sont fournies dans des guides de mise en œuvre dédiés, remis par le correspondant moyens de paiement de la direction régionale ou départementale des finances publiques.

Les données administratives et bancaires nécessaires au paramétrage de la solution PayFiP sont renseignées dans les formulaires d'adhésion à PayFiP en annexe de la présente convention.

III. ROLE DES PARTIES

1 - La collectivité adhérente à la version « site collectivité » (PayFiP Titres et Rôles)

- administre un portail Internet ;
- réalise sur ce portail les adaptations nécessaires pour assurer l'interface avec PayFiP ;
- transmet à l'application PayFiP les éléments nécessaires à l'identification de la dette à payer, conformément au guide de mise en œuvre remis avec la présente convention ;
- indique de façon remarquable et en bonne position sur les avis de sommes à payer ou factures adressés aux usagers, la possibilité qu'ils ont de payer en ligne la dette par carte bancaire ou prélèvement unique sur Internet (indication de l'adresse du portail). Elle s'engage également à communiquer auprès d'eux pour promouvoir ce mode de paiement ;
- s'engage à respecter les paramétrages indiqués dans le formulaire d'adhésion à PayFiP (imputations, codes recettes) ;
- s'engage à se conformer au règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil) et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et notamment à informer l'utilisateur sur son portail des droits Informatique

et Libertés qui lui sont reconnus par la réglementation précitée auprès du comptable public.

2 - La collectivité adhérente à la version « page de paiement de la DGFIP » (PayFiP Titres et Rôles) :

- édite des titres ou factures qui indiquent aux usagers qu'ils ont la possibilité de régler leurs dettes en ligne, un identifiant collectivité et une référence de paiement ;
- s'engage à respecter les paramétrages indiqués dans le formulaire d'adhésion à PayFiP ;
- s'engage à ne pas substituer à l'adresse de la page de paiement DGFIP une autre adresse.

3 - La régie de recettes de la collectivité adhérente (PayFiP Régie) :

- Doit disposer d'un portail Internet permettant à l'utilisateur :
 - Soit de saisir les références de sa facture dans un formulaire de saisie ;
 - Soit d'accéder à la liste de ses factures dans un compte usager.
- Elle s'engage à respecter les prescriptions fixées dans le formulaire d'adhésion à PayFiP concernant :
 - les produits payables en ligne par carte bancaire et par prélèvement unique ;
 - le délai de mise en ligne des factures fixé en liaison avec le comptable.
- Elle s'engage à indiquer de façon remarquable sur les factures adressées aux usagers la possibilité de payer en ligne par carte bancaire et par prélèvement non récurrent (indication de l'adresse du portail). Elle s'engage également à communiquer auprès d'eux pour promouvoir ces modes de paiement ;
- Doit disposer d'un compte de dépôts de fonds au Trésor ouvert au nom du régisseur;
- La régie adhérente doit générer une facturation séquentielle comportant des références stables pour permettre le suivi des paiements effectués dans la comptabilité du régisseur ;
- Les factures doivent être inférieures à 100 000€ ;
- La régie adhérente s'engage à se conformer au règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil) et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et notamment à informer l'utilisateur sur son portail des droits Informatique et Libertés qui lui sont reconnus par la réglementation précitée auprès du comptable public ;

- Le système d'information de la régie doit être en mesure d'assurer, de manière automatisée, la concordance entre les facturations et les encaissements.
- Si le site Internet fonctionne en environnement sécurisé HTTPS (TLS 1.0 minimum) communiquer à l'administrateur local PayFiP (correspondant moyens de paiement de la DDFiP) le certificat utilisé.
- Si les transactions se déroulent en environnement Web service, chaque paiement génère de la part de la collectivité adhérente deux appels vers PayFiP :
 - Un premier appel pour initier l'opération de paiement ;
 - Un second appel à la réception de la notification par PayFiP pour récupérer le résultat du paiement. Ce deuxième appel ne doit intervenir qu'après la réception de la notification par PayFiP. Les réitérés éventuels (en cas d'erreur "502" par exemple) devront être espacés de 30mn au minimum.

La DGFIP :

- administre le service de paiement des titres ou des factures par carte bancaire et prélèvement unique sur Internet ;
- délivre à la collectivité un guide de mise en œuvre technique pour la mise en œuvre du service ;
- accompagne l'entité pour la mise en œuvre du service ;
- s'engage à se conformer au règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil) et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- s'engage à respecter les paramétrages indiqués par l'entité dans le formulaire d'adhésion à PayFiP.

IV. COÛTS DE MISE EN ŒUVRE ET DE FONCTIONNEMENT

Pour la Direction Générale des Finances Publiques

Les coûts de développements, de mise en œuvre et de fonctionnement de la solution PayFiP, liés au gestionnaire de paiement par carte bancaire et au module de prélèvement, sont à la charge de la DGFIP.

Pour l'entité adhérente

L'entité adhérente aura à sa charge les coûts relatifs à la création et à la mise à jour de son portail ou d'adaptation des titres ou des factures, ainsi que le coût du commissionnement carte bancaire en vigueur pour le Secteur Public Local.³

³ A la date de la signature :

Carte zone euro : 0,25 % du montant de la transaction + 0,05 € par opération.

Le prélèvement unique n'engendre, pour sa part, aucun frais supplémentaire pour l'entité.

V. DUREE, REVISION ET RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION

L'exécution de la présente convention peut être interrompue ou empêchée en cas de force majeure.

La convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sans préavis.

A Toulon, le

A , le

Pour la collectivité adhérente

Pour la DGFIP

Jean Pierre GIRAN

Président de la Métropole TPM

